Béjaïa marche contre la vie chère

Plusieurs dizaines de personnes ont pris part à une marche qui s'est ébranlée, dans la matinée d'hier, vers les environs de 10h, de la Maison de la culture vers le siège de la wilaya à Béjaïa pour dire «non à la vie chère».

Une manifestation de rue initiée par l'Association pour la défense et l'information du consommateur (Adic) de la wilaya de Béjaïa en signe de protestation contre la hausse des prix des produits alimentaires, notamment les légumes et les fruits, observée sur les étals des marchés hebdomadaires et des magasins d'alimentation générale. Tout au long du parcours de la marche, les manifestants ont repris à gorges déployées des slogans fustigeant la hausse des prix pratiquée par «des marchands sans scrupules», dans une wilaya à la triste réputation de «capitale de la vie chère», s'indignent des marcheurs. Dans sa déclaration, l'Adic s'est énergiquement élevée contre les augmentations «unilatérales et fantaisistes des prix, qui ont pour conséquences la frustration des consommateurs et l'aggravation de leur pauvreté».

Le responsable de l'Adic s'est dit révolté par ces augmentations qui ont touché même les produits subventionnés. «Béjaïa est devenue une référence en matière de cherté. Même les produits subventionnés par l'Etat ne sont pas épargnés. Dans certaines régions montagneuses, le sachet de lait se vend à 30 DA et le pain amélioré à 15 DA», s'insurgent les animateurs de l'Adic tout en s'élevant contre «cette spécificité des commerçants de la wilaya dans les augmentations excessives des prix». A titre d'exemple, l'Adic cite le cas des prix pratiqués dans la commercialisation des œufs jugée excessive dans une wilaya considérée, pourtant, comme l'une des plus importantes productrices du pays par rapport à ceux affichés dans les autres régions non productrices d'œufs, a-t-on souligné. Tout en dénonçant ces hausses de prix vertigineuses pratiquées dans la wilaya , les membres de l'Adic n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère pour pointer du doigt le «laxisme des services chargés du contrôle économique et le laisser-aller total de la part des autorités».

A. Kersani

BOUIRA

Une peine de 5 ans de prison ferme requise contre l'ex-maire de Khabouzia

Poursuivi pour plusieurs chefs d'inculpation dont passation de marchés douteux, et infraction au code des marchés publics dans le cadre de l'acquisition du mobilier de bureau et du matériel informatique, le procès de l'ex-maire RND de Khabouzia, commune située à 40 kilomètres à l'ouest de Bouira, dans la daïra de Aïn Bessem, a eu lieu, après plusieurs reports, jeudi dernier au niveau du tribunal de Sour-El-Ghozlane. A l'issue de ce procès et après les plaidoiries des avocats de la défense, le procureur de la République près le tribuanal a requis 5 ans de prison ferme et une amende de 386 millions d'amende.

Pour rappel, cet ex-maire a été déjà condamné en novembre 2013 dans une affaire jugée au tribunal de Aïn Bessem, suite à un dépôt de plainte de l'actuel maire, sur des faits datant des dernières élections municipales du 29 novembre 2012. Suite à cette condamnation, cet ex-maire qui fut élu sur la liste RND dans l'actuelle mandature, a été suspendu par le wali.

Le verdict sera connu jeudi prochain.

Y. Y.

BILAN DE LA POLICE JUDICIAIRE POUR L'ANNÉE 2014 À BÉJAÏA

Près de 2000 affaires liées à la criminalité traitées

Près de 2000 affaires liées à la criminalités ont été traitées par la police judiciaire de Béjaïa, a fait savoir, lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation de son bilan pour l'année 2014 , Adel Boumaârafi, chef de service de la PJ à la Sûreté de wilaya. Plus de 70% de ces affaires ont été élucidées, a souligné le conférencier.

La daïra d'Akbou ouvre la marche des localités de la wilaya les plus touchées par la criminalité avec 481 affaires dont 211 traitées.

Sur le même podium, la ville de Béjaïa arrive en deuxième position avec un total de 286 affaires enregistrées dont 216 affaires traitées et leurs dossiers transmis à la justice.

La majorité des affaires est liée entre autres au trafic de drogue et de stupéfiants, vols, atteintes à la pudeur et prostitution, ainsi que des atteintes contre des personnes et des biens d'autrui, note dans son bilan , Adel Boumaârafi, tout en soulignant le travail professionnel et l'efficacité de ses services ayant permis le démantèlement et la mise hors d'état de nuire d'un important réseau de trafic de drogue ainsi que l'arrestation des auteurs de deux crimes ayant plongé dans une totale consternation, ces dernières semaines, la ville de Béjaïa. La dernière affaire de drogue élucidée remonte au mois de décembre dernier lorsque deux individus, originaires de Bordj-Bou-Arreridj, ont été appréhendés à la cité universitaire de Targa Ouzemour en possession d'une quantité de drogue dure (ecstasy). Les minutieuses investigations de la brigade des stupéfiants, relevant de la PJ de Béjaïa, ont conduit à l'arrestation du cerveau de ce réseau. Il s'agit d'un jeune homme âgé de 25 ans, résident au chef-lieu de wilaya, surnommé Vandame qui travaillait dans une boîte de nuit. La PJ a réussi aussi à faire la lumière en un temps record sur deux crimes abominables. Il s'agit d'un homicide volontaire perpétré, le 31 décembre dernier, sur un imam de la mosquée Ennour, situé dans la localité Laâzib Oumaâmar. Le deuxième crime a été commis par un fils contre son père pour «des raisons matérielles» a-t-on précisé. Les deux assassinats ont été élucidés «grâce au professionnalisme de la PJ avec l'introduction des nouvelles technologies de la police scientifique», fait observer Adel Boumaârafi.

«La lumière sur ces deux crimes et l'arrestation de leurs auteurs ont été rendues possibles par l'utilisation du système AFIS (Automated Fingerprint Identification System) ou système d'identification automatique par empreintes digitales. Un système informatique permettant de réaliser des identifications basées sur des empreintes digitales. Nous avons recouru à ce matériel sophistiqué et ultra moderne, car les auteurs des meurtres ont tout fait pour maquiller les scènes de crimes», indique le conférencier tout en soulignant les efforts de la DGSN, «pour l'acquisition de ce matériel sophistiqué dont peu de pays disposent dans la lutte contre la criminalité».

La police judiciaire de Béjaïa couvre quatorze Sûretés de daïra, sept Sûretés urbaines et des brigades mobiles sur tout le territoire de la wilaya, signale son chef de service à la Sûreté de wilaya, Adel Boumaârafi, lors de sa rencontre avec la presse locale.

A. K.

JIJEL/LE SECTEUR DE LA SANTÉ

De nouvelles infrastructures hospitalières

Le wali de Jijel a déclaré récemment que la commune de Taher vient de bénéficier de l'inscription d'une étude pour la réalisation d'un hôpital de 240 lits. Le chef de l'exécutif a estimé, dans une déclaration à la radio locale, que cette inscription est survenue suite à une demande formulée par la commission installée par le wali, avec la collaboration des élus de l'Assemblée populaire nationale, pour formuler les besoins de la wilaya dans le cadre du programme quinquennal 2015-2019. Il convient de souligner que cette inscription va régler le problème de l'actuel hôpital de Taher construit en préfabriqué au début des années 80 et dont la durée de vie a expiré il y a plusieurs années.

Dans la même optique, M. Bedrici a affirmé que les études sont en cours pour la réalisation de deux autres hôpitaux au niveau de la localité de Belghimouz (commune d'El Ancer) et de la daïra de Chekfa. Des inscriptions susceptibles de rattraper le retard dont souffre la wilaya en matière d'infrastructures sanitaires.

B. M. C.

M'SILA

Saisie de 14,521 kg de kif traité à Bou-Saâda

Les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de la ville de Bou-Saâda, ont pu saisir, au cours de la semaine passée, une importante quantité de drogue estimée à 14,521 kg de kif traité et l'arrestation de deux individus. La brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants a exploité une information parvenue à la Sûreté de daïra de Bou-Saâda à 20h du dimanche 18 janvier dernier, dénonçant l'implication de deux individus dans la vente de cette drogue en plein cœur de la ville appelée «la cité du bonheur», il s'agit de K.S., âgé de 43 ans et D.R., âgé de 34 ans. Les deux dealers ont été placés sous surveillance avant d'être arrêtés en possession de deux plaquettes d'un poids de 242,3 g et une somme d'argent de 25.500 DA fruit de la vente de cette marchandise prohibée. Les deux mis en cause ont vite collaboré lors de l'enquête et ont dénoncé leur pourvoyeur principal un homme âgé de 47 ans qui a été interpellé à son tour en possession de la plus grande quantité de kif, évaluée à 14 kg dissimulée dans le domicile familial qui a été perquisitionné sur ordre du procureur de la République près le tribunal de Bou-Saâda.

Deux parmi le groupe d'individus ont été placés en détention provisoire après avoir été présentés dans la journée du jeudi, le troisième mis en cause demeure recherché.

A. Laïdi

GUELMA

Les employés de la trésorerie de la wilaya en grève pour cause de vétusté

Les 140 employés de la trésorerie de la wilaya sont en grève depuis lundi matin, à l'appel de leur syndicat.

Un gréviste explique : «Nous protestons contre les mauvaises conditions de travail auxquelles nous faisons face depuis un bon moment.

On refuse d'être à notre écoute et répondre à nos préoccupations. Il règne une ambiance stressante à cause de la vétusté des locaux. On nous avait promis des solutions, rien n'a été fait». La réaction des travailleurs a été provoquée par un désagrément supplémentaire qui a rendu la situation intolérable. Une partie du plafond de la grande salle du rez-de-chaussée qui abrite les guichets s'est effondrée. Par chance, personne ne se trouvait là lors de cet incident survenu dans la nuit de dimanche à lundi. Construit en 1890, ce bâtiment emblématique de la ville du 8-Mai-1945, se trouve en plein centre-ville, en face du Théâtre régional Mahmoud-Triki. Les bureaux sont vétustes et presque tous délabrés. De plus, les conditions sont défavorables quant à la poursuite des activités dans cette bâtisse, la construction d'un nouveau siège pour la trésorerie de la wilaya s'impose donc», poursuit notre interlocuteur. Des démarches sont en cours pour mettre fin à ce débrayage qui s'est poursuivi jusqu'à jeudi, et qui pèse lourd sur le développement et l'économie de la wilaya.

Noureddine Guergour

AÏN-DEFLA

Les ouvriers chinois du bâtiment poursuivent leur grève

La société chinoise, CEDT, réalise 950 logements sur 2 sites au sud de la ville de Khemis Miliana et 500 autres logements à El Abadia à l'ouest de Aïn Defla.

Un vif mouvement de contestation de la part des ouvriers chinois s'est déclenché dimanche 25 janvier. Ces ouvriers ont quitté leurs bases de vie en tenue de travail, casques jaunes sur la tête et se sont rassemblés à la sortie Est de Khemis Miliana et à Sidi Bouabida pour ceux de la base d'El Abadia. Selon certaines informations ils avaient l'intention de marcher sur Alger pour présenter leurs doléances à l'ambassadeur de leur pays, ce qu'ils n'ont pu faire pour des raisons que l'on ignore. Ce qu'on a pu savoir est que cette action a fait suite à un incident qui s'est produit à l'intérieur de la base de vie de Khemis Miliana, lorsque, selon des sources crédibles, un responsable administratif a pris à partie un des ouvriers et l'a roué de coups lui causant des blessures au visage. En signe de solidarité, ses camarades des 2 bases de vie se sont mis en grève. D'autres sources rapportent que ces ouvriers se sont plaints en plus d'être très mal nourris.

En attendant qu'une solution sino-chinoise soit trouvée, les 3 chantiers de construction sont désertés et à l'arrêt.

Karim O.